

5.0. Quelques sujets qui font aujourd'hui, en économie, l'actualité

5.1. La conjoncture en Europe, durant le marasme des années 2008-2013

L'Histoire s'inscrit dans les gènes d'un peuple.

C'est ainsi que l'Allemagne, pour avoir connu l'une des plus grandes inflations de son histoire, et de l'Histoire en général, en 1923, en est restée traumatisée jusqu'à aujourd'hui.

Pour cette raison, la Banque Centrale Européenne n'a pas, de nos jours, au sein d'une Europe dominée par l'Allemagne, les mêmes missions, au sens strict, que, par exemple, la Banque Fédérale Américaine.

C'est ainsi que les États-Unis, après avoir été traumatisés par la Grande Dépression des années 1929-1933, ont toujours privilégié le keynésianisme, ou, ce qui revient au même, l'intervention active de l'État, en matière de politique économique.

En clair, quand le monde est en crise, ce système impose d'injecter de la monnaie et de desserrer la vis sur le plan budgétaire, en laissant filer les déficits budgétaires, précisément.

Or cela, l'Allemagne ne le veut à aucun prix, et l'Europe non plus par la même occasion, vu que le professeur, actuellement, en Europe, c'est l'Allemagne.

Et comme les deniers publics européens servent, aujourd'hui, de fonds de garantie - maintien de la valeur de l'euro oblige - à ceux des États membres qui se sont surendettés, les bailleurs de fonds demandent, à ces pays, et notamment à la Grèce, de réduire leur surendettement en prenant des mesures drastiques : baisse des salaires et réduction des emplois dans la fonction publique, refonte du code du travail visant à libéraliser le marché du travail, contrôle accru des dépenses à tous les niveaux de l'État, lutte contre la corruption, etc., etc.

Or la croissance quasi nulle, voire négative, du PIB, de ces États, et le chômage qui en résulte, exigerait au contraire un soutien, de l'État, à l'économie privée, et ce grâce à une réduction des impôts et à une augmentation des dépenses publiques, que ce soit dans le secteur des biens de production ou dans celui des biens de consommation.

En d'autres termes, les mêmes États auxquels on serre aujourd'hui la ceinture de plusieurs crans, auraient besoin, au contraire, qu'on la leur desserre.

Mais c'est là que le bât blesse : la spéculation mondiale - qui n'a jamais eu autant de pouvoir -, en spéculant contre le surendettement des États, prive ces mêmes États, à cause de taux d'intérêt trop élevés, des fonds bon marché dont ils auraient besoin pour soutenir leur économie.

C'est dire que la finance mondiale dicte aujourd'hui aux États ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire.

Et plus l'on privatisera tout ce qu'il y a à privatiser, moins les États auront de ressources (sous la forme de banques nationalisées ou d'entreprises nationalisées) pour créer et maintenir en vie des emplois qui, qu'on en dise, constitue une source importante de pouvoir d'achat sur le plan intérieur.

On notera néanmoins que quand un pays dépend, pour une part croissante de son bien-être, de son commerce extérieur, les entreprises exportatrices doivent, pour pouvoir survivre, réduire leurs coûts, notamment salariaux.

Et le même raisonnement de valoir, dans l'esprit des chefs d'État et de gouvernement, pour les États eux-mêmes : à savoir que la fonction publique doit, pour équilibrer, ou rééquilibrer ses comptes, réduire ses dépenses et augmenter ses recettes.

Seulement voilà, si toutes les entreprises privées du monde et tous les États du monde se mettent à réduire leurs dépenses en même temps, il ne se trouvera plus personne pour acheter des biens, chacun préférant épargner afin de survivre au milieu d'une crise marquée désormais par un fort chômage et la baisse concomitante des revenus salariaux et sociaux.

Ce qui revient à dire qu'il faut inverser pareille tendance en période de crise.

On pourrait croire, en lisant ces lignes, que Madame Merkel a tout faux, par les temps qui courent, concernant les mesures à prendre pour permettre à l'Europe de retrouver des finances saines.

On peut néanmoins considérer que l'argument de cette dame se situe à un autre niveau que celui de la conjoncture actuelle présidant aux destinées des économies mondiale ou européenne.

En effet, nul besoin d'être un docteur en économie pour comprendre que plus un pays est corrompu, à tous les niveaux, et plus également ce pays vit dans le sous-développement.

Inversement, moins un pays est corrompu, plus son économie est développée.

A telle enseigne que les pays les plus développés, par tête d'habitant, sont aujourd'hui, pour ce qui concerne l'Europe : la Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et l'Autriche.

Ce que réclament donc Madame Merkel et ses collègues des pays du nord de l'Europe, s'agissant des pays du sud de l'Europe, c'est - sans le crier sur les toits - moins de corruption à tous les niveaux de la société, et notamment dans l'administration publique, et moins également de gaspillage au sein de cette même administration.

D'où les coupes budgétaires réclamées, non seulement par les pays riches, mais par tous les bailleurs fonds - qu'ils soient privés ou publics - aux États qui, comme la Grèce, se sont surendettés.

Quant à l'argument voulant que les pays du nord soient plus prospères que ceux du sud, au motif que leurs entreprises sont plus libres, et donc moins entravées par les syndicats ou par des politiques économiques dictées par les partis de gauche au pouvoir, c'est là une opinion partiellement démentie par les faits, puisque l'on peut montrer que les pays qui ont été les plus riches, après la Seconde Guerre Mondiale, furent aussi ceux qui furent les plus consensuels sur le plan des rapports sociaux.

Ce qui prouve que chez eux les conflits se sont réglés - du moins jusqu'à aujourd'hui - par la négociation, plutôt que par la confrontation.

Et ce qui prouve aussi que la classe moyenne y représente le gros de la société, comparés aux pays sous-développés où, respectivement, les rapports sociaux n'ont rien de consensuel, les riches accaparent la quasi totalité des richesses, et les pauvres sont majoritaires en nombre.

Avec ce résultat que les États eux-mêmes (au sens de pouvoirs publics) y sont à la fois pauvres, surendettés et dirigés par des politiciens mafieux qui contrôlent tous ses rouages - et aussi, par la même occasion, les marchés publics dont ils profitent comme entrepreneurs, intermédiaires ou agents d'affaires.

C'est donc contre tout cela que luttent, aujourd'hui, Madame Merkel et ses collègues de l'Europe, en imposant des mesures drastiques à ceux des pays membres qui sont surendettés.

Ceci étant, l'Allemagne, qui a vécu dans le giron des États-Unis après la seconde guerre mondiale, ferait bien de ne jamais oublier qu'elle doit une partie de sa prospérité actuelle à la solidarité des Américains, sans laquelle elle eût basculé dans le communisme cher à Staline.

(Rappelons que le coût du parapluie nucléaire a d'abord été supporté par les États-Unis et les autres membres de l'Otan).

C'est ce même genre de solidarité qui permettra à l'Europe de survivre, elle qui est d'ailleurs en train d'oublier que les rapports consensuels sont ce qu'il y a de meilleur pour aller vers la prospérité.

Mais là est aussi le problème des pays membres de l'Europe : face à la montée des pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) qui produisent, à technologie ou à qualification égale, des biens meilleur marché que les leurs, ils doivent, pour maintenir leurs avantages comparatifs (et donc le niveau de bien-être de leur population), procéder comme suit :

a) baisser les salaires de leur main d'œuvre ; ou demander aux salariés de travailler plus pour le même salaire;

b) élever le niveau de qualification de la main d'oeuvre;

c) pousser les entreprises à innover en soutenant pareille innovation grâce à d'importants budgets consacrés à la recherche et au développement.

A cette condition seulement, les pays européens pourront maintenir les niveaux de vie qui fut les leur jusqu'ici.

5.2. L'Europe, prisonnière de l'euro, est engluée dans une crise entretenue, actuellement, par l'état déplorable des finances publiques de certains États, dont la Grèce

Rappelons, en préambule à cet article, que l'Allemagne, qui a vécu dans le giron des États-Unis après la seconde guerre mondiale, ferait bien de ne pas oublier qu'elle doit une partie de sa prospérité actuelle à la solidarité des Américains, sans laquelle elle aurait probablement basculé dans le communisme cher à Staline.

(Rappelons que le coût du parapluie nucléaire a d'abord été supporté par les États-Unis et les autres membres de l'Otan).

Et c'est ce même genre de solidarité qui permettra à l'Europe de survivre, elle qui est d'ailleurs en train d'oublier que les rapports consensuels sont ce qu'il y a de meilleur pour aller vers la prospérité.

Mais là est aussi le problème, à long terme, de l'Europe : face à la montée des pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) qui produisent, à technologie ou à qualification égale, à meilleur marché qu'eux, ils n'ont d'autre issue que d'abaisser le niveau de vie de leurs salariés, ou, deuxième option, d'élever celui de leurs qualifications respectives, sans quoi ils ne parviendront plus à exporter quoi que ce soit.

Et c'est précisément une telle baisse des salaires, associée à d'autres mesures telles que la lutte contre la corruption et le dégraissage des effectifs dans le secteur public, que les bailleurs de fonds de la Grèce réclament à ce pays.

Et celui-ci ne peut faire autrement, dans l'incapacité qu'il est de dévaluer une drachme qui a cessé d'exister, que d'imposer la déflation salariale à l'ensemble de la population.

A ceci près que ceux qui trinquent le plus, dans cette affaire, sont les petits salariés et les retraités.

Et trinquent aussi (comme, en Argentine, à l'époque de sa propre descente aux enfers) les médecins, instituteurs et autres professeurs travaillant dans le secteur public, tous ayant perdu leur revenu et leur emploi en raison des coupes drastiques effectuées dans les budgets publics - le but recherché étant, aux dires des bailleurs de fonds, de rééquilibrer les comptes publics et de permettre aux entreprises privées de faire à nouveau du profit.

Reste à préciser que les pays associés à l'euro dépendent, aujourd'hui, d'une Banque Centrale Européenne dont la mission est de contrôler l'inflation et de maintenir à niveau la valeur de la monnaie européenne, cette BCE qui n'a pas, aujourd'hui même, le pouvoir de battre monnaie en rachetant des euro-obligations qui n'existent pas parce que l'Allemagne n'en veut pas en raison du risque d'inflation qu'elles sont susceptibles de représenter, elle qui traumatise les Allemands depuis cette fameuse année noire de 1923.

Cette impossibilité, associée à la contrainte - imposée par les Traités Européens - de rééquilibrer les comptes publics en période de crise, prive donc les États européens - et notamment ceux qui sont surendettés - des fonds nécessaires au soutien, à court terme, de la croissance et de l'emploi.

Au lieu de cela, le PIB diminue et le chômage augmente, dans les pays concernés, en raison des mesures drastiques imposées par les bailleurs de fonds internationaux, et avec lui la misère et le désarroi des populations.

A telle enseigne qu'une économie parallèle et souterraine est en train de naître dans le sillage de la paupérisation des classes moyennes en train d'émerger, les plus pauvres travaillant au noir et cultivant un maigre lopin de terre pour pouvoir survivre (à l'image des Russes après l'effondrement du régime soviétique et l'entrée de la Russie dans le giron de l'économie capitaliste).

Pour en revenir à la Banque Centrale Européenne, la seule chose qu'elle puisse faire, dans le cadre des Traités existants, pour soulager la Grèce, consiste à ne prélever aucun intérêt sur les titres grecs qu'elle possède - comme l'a souligné son actuel président, M. Mario Draghi.

Celui-ci a également fait part de la volonté de distribuer aux actionnaires de la BCE les profits réalisés sur l'achat (à des prix dévalués) des titres sur la dette grecque, argent qui pourrait être reversé à la Grèce et soulager ainsi ses finances publiques.

Mais tout cela n'est qu'un pis-aller.

Qui plus est, une telle mesure, si elle ne viole pas les Traités, voudrait nous faire croire que la BCE a fait du profit sur des titres grecs dont la décote est telle, une fois évaluée au prix du marché, que la BCE a dû violer l'interdiction qui lui est faite de soutenir un État membre surendetté.

Mais la question n'est pas là.

Au-delà des questions techniques, il y a les hommes.

Et, dans le cas particulier, ces hommes sont principalement représentés par une dame Merkel originaire d'une Allemagne de l'Est qui fut intégrée de force, économiquement parlant, dans l'Allemagne de l'Ouest, à l'époque de la Réunification allemande.

A ceci près que le tempérament des Allemands n'est pas celui des Grecs; ce qui revient à dire que ce n'est pas par des Diktats que l'on améliorera les relations à l'intérieur d'une Europe dont les États les plus pauvres, ou les plus endettés, connaissent, en ce moment, des taux de chômage très élevés en raison de l'impossibilité, où ils sont, de dévaluer une monnaie nationale qui a cessé d'exister.

Dans ces conditions, la seule façon de soutenir la croissance de ces pays passe par une plus grande souplesse, au sein des Institutions Européennes, dans la gestion de la crise, avec, tour à tour :

- une BCE dotée du pouvoir de battre monnaie en période de crise (chose dont ne veulent pas les Allemands pour des raisons historiques - ceux-ci ayant connu en 1923, comme indiqué tout à l'heure, la pire inflation des deux derniers siècles passés);
- un secteur public qui doit compenser, en période de crise, ce que le privé est incapable de faire (ce qui présuppose des autorisations temporaires de dépassement, à propos du taux plafond émergeant aux déficits budgétaires tel qu'il figure dans les Traités) ;
- un système fiscal qui taxe la fortune ou l'épargne fondée sur la rente, et détaxe, concomitamment, celle qui est réinvestie dans la production, la croissance et l'emploi;
- et, finalement, l'instauration, au niveau européen, d'un gouvernement d'urgence qui soit doté des prérogatives nécessaires pour prendre, en urgence (c'est-à-dire par Décrets), les mesures de politique économique les plus appropriées.

Or aujourd'hui, l'Europe est prisonnière, quelle que soit d'ailleurs sa politique économique pour sortir de la crise, de la rigidité et de la lourdeur de ses Institutions.

D'un autre côté, tandis que les États Unis ont misé sur une politique keynésienne, pour sortir de la crise née du krach boursier de 2008 (lui-même étant la conséquence de la spéculation effrénée que connut, à cette époque, le secteur immobilier aux États-Unis), suivis qu'ils furent par des Japonais qui ont décidé, depuis plusieurs mois déjà, de relancer à toute vapeur leur économie, grâce à une politique très accommodante sur les plans monétaire et budgétaire - relance favorisée par une baisse du Yen sur le marché des changes -, l'Europe, elle, a pris le chemin inverse, au nom du monétarisme pur et dur voulu par ses responsables allemands, hollandais autrichiens et finnois, et autres - tous appartenant à l'Europe du Nord -, et qui, en voulant garder un euro très fort, sont obligés de compenser le surcoût correspondant, grâce à un marché du travail de moins en moins régulé (où donc les revenus des travailleurs sont fixés par le seul marché - en quoi il faut comprendre que ceux-ci ne sont plus que des pions aux mains d'entreprises qui, bien qu'appartenant à telle ou telle nation européenne, sont, en réalité, des compagnies multinationales guidées - dans le choix des lieux de production, comme dans tout le reste - uniquement par la loi du profit capitaliste).

Et parce que les Européens veulent à la fois un euro fort et une économie forte, le prix à payer, pour obtenir les deux choses, est - au sein d'une économie mondialisée où les avantages comparatifs dépendent également des politiques, en matière sociale et environnementale, adoptées par les différents pays -, consiste dans la précarisation d'une partie de plus en plus importante de la population appartenant aux différents pays d'Europe - y compris d'ailleurs en Allemagne, puisque ce pays

est aussi celui qui a connu une très forte croissance de la précarité depuis l'introduction des lois Hartz par le gouvernement Schröder.

Avant donc de donner des leçons aux autres, sous prétexte que ses exportations se portent bien, cette Allemagne-là ferait mieux de s'occuper de ses nouveaux pauvres.

5.3. La nouvelle division internationale du travail, depuis la chute du communisme en 1989

Et si, après cet aparté, nous revenons au monde moderne, nous pouvons faire le constat suivant :

Tandis que l'Occident a dominé le reste du monde, avec son système capitaliste, les anciens pays communistes sont en train de prendre leur revanche, en s'aidant du capitalisme, précisément.

Ainsi en est-il, par exemple, de la Chine.

Mais là il nous faut préciser certaines choses, au lecteur du présent ouvrage, afin qu'il comprenne bien de quoi nous parlons.

Dans la mesure, en effet, où les pays anciennement communistes étaient dirigés par des tyrans, ils sentiront moins la différence, une fois embrigadés dans le nouveau régime capitaliste, que s'ils avaient vécu sous un régime moins marqué jusque là.

Et comme les peuples de ces pays formaient déjà des brigades de travail, du temps du communisme, il se trouve qu'ils vont conserver la même discipline qui était la leur, jusque là, au moment de produire, sous le régime du capitalisme, des biens destinés à l'Occident.

Et ils vont le faire tant est si bien, en oeuvrant sur un mode militariste, au sein des nouvelles manufactures ou des nouvelles usines dont la vocation est de produire en très grande quantité, des biens qui seront vendus dans le monde entier, qu'ils mettront en chômage, au sein du premier monde, ceux des travailleurs qui là sont incapables de suivre les mêmes cadences de travail, et incapables aussi, surtout, d'accepter de recevoir, en échange desdites cadences, les mêmes salaires de misère que ceux perçus actuellement par la main d'œuvre chinoise.

A titre d'exemple de ce qui précède, citons le Courrier International, qui, dans son édition numérisée du 9 février 2012, rapporta, en français, un article du New York Time écrit en anglais par Charles Duhig et intitulé *Pourquoi l'iPhone ne sera jamais réalisé aux États-Unis ?*

Cet article, que l'on peut lire sur Internet, montre comment la compagnie Apple finit par produire la quasi-totalité des éléments desdits appareils à l'étranger.

Nous lisons en effet :

Bien que leurs composants diffèrent légèrement d'une version à l'autre, tous les iPhones contiennent des centaines de pièces, dont 90 % sont produits à l'étranger : les semi-conducteurs de dernière génération viennent d'Allemagne et de Taïwan, les mémoires de Corée et du Japon, les écrans et les circuits de Corée et de Taïwan, les chipsets d'Europe et les métaux rares d'Afrique et d'Asie. Le tout est ensuite assemblé en Chine.

Cet article nous apprend également ceci, de très intéressant : indépendamment des salaires très bas qui leur sont versés, les travailleurs chinois ont une disponibilité que l'on ne rencontre nulle part ailleurs à cette échelle, notamment parce qu'ils dorment dans des dortoirs situés à proximité immédiate de leurs lieux de travail, et que, ce faisant, ils sont, en cas d'extrême urgence, plus aptes que les autres à répondre aux exigences des entreprises clientes.

Dans le cas d'espèce, ces entreprises étaient représentées par un Steve Jobs qui, en tant que PDG d'Apple, désira remplacer les écrans en plexiglas, et donc rayables, des premiers iPhones, par des écrans en verre non rayables.

Or une fois que les ingénieurs américains au service d'Apple trouvèrent, après un mois de recherches et de tâtonnements, le moyen de découper le verre non rayable produit, à grande échelle (i.e. sous la forme de grands panneaux), par une entreprise américaine, à la dimension des iPhones, il se trouve qu'une nouvelle usine, préposée elle, au découpage du verre, sera installée dans la région de Shenzhen en Chine, avec le concours obligé d'une entreprise chinoise qui bénéficiera, pour la circonstance, et au préalable, de l'aide publique, afin d'emporter ce marché-là.

Et pour mieux satisfaire Apple, elle mit, gratuitement, à sa disposition, un entrepôt destiné au stockage des nouveaux écrans de verre destinés aux iPhones ; et elle mit également, à sa disposition, toute une série d'ingénieurs aussi qualifiés les uns que les autres, et surtout moins cher que leurs homologues américains, au moment de contrôler les opérations associées au découpage.

Mais comme le souligne l'auteur de l'article, ce qui poussa Apple à installer, avec le temps, toutes les opérations d'assemblage de ses appareils de téléphone mobile en Chine, ce sont moins les bas salaires versés aux travailleurs chinois (puisque les coûts de main d'œuvre représentent, finalement, au sein des appareils, une faible partie des coûts de production, comparés aux prix des éléments constitutifs desdits appareils, et comparés, également, aux coûts liés à la mise en place et à l'administration de tout un réseau d'approvisionnement, à l'échelle mondiale - d'éléments qui, dans le cas d'espèce, étaient fabriqués dans des endroits très différents).

Mais là encore, les Chinois, après avoir reçu, de l'entreprise cliente (et donc d'Apple), le monopole de l'assemblage des éléments constitutifs des téléphones mobiles produits sous la marque Apple, vont organiser leur propre filière d'approvisionnement, au niveau des composantes mêmes desdits appareils, avec le souci constant d'abaisser les coûts de production attachés à ces mêmes composantes.

Bref, ce qui, dans le cas d'espèce, poussa la compagnie Apple à faire appel aux Chinois, c'est, outre un esprit d'entreprise particulièrement marqué, de la part des entrepreneurs capitalistes chinois [a], la disponibilité des travailleurs chinois à s'adapter, le plus rapidement possible, aux nouvelles normes techniques incorporées dans le produit - le tout se matérialisant par la création, dans la région de Shenzhen,

d'une usine ad hoc qui fera travailler des équipes de travailleurs chinois complètement disponibles, de jour comme de nuit - vu la proximité immédiate de leur dortoirs et de leur réfectoire - afin d'effectuer les travaux nécessaires dans un temps record.

[Note a : certains d'entre eux venant même de Taiwan, comme par exemple, Foxconn Technology, entreprise spécialisée dans l'assemblage des composantes électroniques, et qui semble avoir eu - en 2012, à en croire un autre article du Courrier International - quelques problèmes avec la main d'œuvre chinoise de son usine de Taiyuan, dans la province du Shanxi situé au centre de la Chine ; probablement en raison des conditions très dures à elle imposée par des dirigeants qui, devant les émeutes qui s'ensuivirent, fermèrent temporairement l'usine concernée, avant de la rouvrir à nouveau].

Et que c'est donc cette disponibilité-là, associée à l'offre d'ingénieurs de haut niveau - eux aussi sous-payés par rapport à leurs homologues américains - qui constitua le vrai motif de la délocalisation d'Apple en Chine.

Quand donc, à partir de là, certaines personnes bien intentionnées pleurent, de nos jours, en Occident (que ce soit en France ou aux États-Unis), en songeant aux effets néfastes du capitalisme, ces pleurs-là s'adressent plus, dans les conditions actuelles, aux ouvriers du premier monde qu'aux ouvriers chinois.

Mais cela prouve aussi que les pays participant au capitalisme ne sont pas, aujourd'hui comme hier, au même niveau de développement, et qu'un tel déséquilibre permet aux compagnies multinationales actuelles d'agir comme le faisaient, à l'époque, les marchands chers à Braudel, quand ceux-ci profitaient de la concurrence déloyale associée au système du putting out, à la fois pour éluder les lois des corporations, et pour faire leur surprofit sur le dos d'un paysan qui n'était pas protégé, lui, depuis sa campagne profonde, par la lois des corporations.

Ces objections - qui sont finalement mineures - une fois faites au discours tenu par Braudel, ce qu'il faut surtout retenir, de lui, c'est qu'il opposait une économie fondée sur la valeur d'usage, et qui donc était domestique à la base, à une économie fondée sur la valeur d'échange, et où le profit, en prenant toute sa place dans cette économie, va faire d'elle une économie capitaliste.

Or, si, sachant cela, nous revenons à notre Amsterdam du XVIIe siècle, il est bien évident qu'hormis l'activité productrice qu'occasionna la mise sur pied de cette flotte, ou flottille, qui fut capable d'écumer toutes les mers du monde, cette cité deviendra, par la force des choses, la première place boursière du monde.

Ceci étant dit, tous les économistes qui croient, aujourd'hui même, que la bourse est la condition première - et donc sine qua non - du développement et de la prospérité de tel ou tel pays, ou, en son sein, de telle ou telle cité, ne comprennent pas que la bourse n'est que la résultante, au niveau financier, d'une économie qui s'est développée d'abord sur le plan réel.
